

## **Les « OMI » ont disparu de la Crau** (ENQUÊTE de *Marc Leras, L'humanité, 31 juillet 2006.*)

### **Plusieurs dizaines d'ouvriers agricoles s'étaient mis en grève l'an dernier dans les Bouches-du-Rhône. Leurs patrons n'en veulent plus cette année.**

Correspondance particulière.

Il y a un an, un coup de tonnerre social éclatait sur la plaine de la Crau, dans les Bouches-du-Rhône : des ouvriers agricoles marocains, sous contrat de l'Office des migrations internationales (OMI), chargés du ramassage des fruits pour la société - SEDAC, osaient se mettre en grève, avec le soutien de la CGT. Ils demandaient le paiement des heures supplémentaires de l'année précédente. S'ils réussissaient à faire valoir leurs droits, ces salariés mettaient surtout en lumière les conditions d'exploitation et d'hébergement déplorables dont ils étaient victimes.

Depuis, la SEDAC a provisoirement mis la clé sous la porte, et la préfecture des Bouches-du-Rhône s'était engagée à ce que les grévistes soient embauchés en priorité dans d'autres entreprises.

Le problème, c'est que cette saison, les contrats OMI ont quasiment disparu et que les ouvriers contestataires sont restés au Maroc. Seuls 3 sur 240 sont venus en France cet été. Pourtant, il y a besoin de main-d'œuvre dans les vergers. Ce soudain dédain a vraiment de quoi intriguer. « Nous essayons de comprendre ce qui se passe, avoue Bernard Gleize, secrétaire - régional PACA de la CGT agroalimentaire. Comment font les employeurs pour - assurer la récolte ? Nous nous renseignons sur des entreprises espagnoles qui font travailler dans tout le Sud de la France, de Bayonne à Nice, des Marocains titulaires d'un permis de séjour espagnol, mais aussi des Équatoriens. Des entreprises polonaises et slovaques sont aussi présentes dans les Bouches-du-Rhône. »

Lors de la crise de l'été dernier, Christian Frémont, le préfet des Bouches-du-Rhône, avait reconnu que l'agriculture provençale s'écroulerait sans la présence d'ouvriers agricoles étrangers. Problème, c'est souvent le non-droit qui s'impose à ces salariés. Les syndicalistes soupçonnent des prêts de main-d'œuvre et ont saisi les services de l'État afin qu'ils procèdent à des vérifications sur les conditions d'embauche, de paye et de logement des ouvriers agricoles.

« Les OMI étaient déjà super-exploités et les patrons ont déjà trouvé plus corvéables qu'eux, déplore Jean-François Duverdière, secrétaire de l'union locale CGT de Fos-sur-Mer. Beaucoup de saisonniers entrent en France en sous-traitance avec des entreprises d'intérim espagnoles. Leur nombre est pour l'instant impossible à chiffrer. C'est déjà Bolkestein dans l'agriculture. Pour nous, ils sont entrés avec un visa de tourisme et ne peuvent donc travailler. Nous nous interrogeons sur la légalité de cette situation, une question que nous posons aux autorités. »

Des actions judiciaires sont actuellement en cours de préparation. Des salariés marocains de la SEDAC n'ont pas touché les paiements promis après le protocole de fin de conflit. Là aussi, les dossiers sont aux prud'hommes. « Nous resterons particulièrement vigilants sur l'avenir des OMI qui ont osé réclamer leurs droits, conclut Bernard Gleize. Nous sommes à leurs côtés depuis 1997, et leurs conditions de vie et de travail se sont progressivement améliorées. C'est le respect du Code du travail dans l'agriculture qu'il faut imposer. »